[Imputation budgétaire] [Donnée 2] Donnée 3 [Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]

portant fin de détachement

Le [La] ministre [...],

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre ler du livre V de la partie législative ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

(*STATUT PARTICULIER DU CORPS/EF AUQUEL APPARTIENT L'INTÉRESSÉ(E)*)

Vu la demande de l'intéressé[e] ;

(*SELON LA SITUATION DE L'AGENT*)

Considérant que la période de détachement de l'intéressé[e] est arrivée à échéance,

Arrêt[e]:

Article 1er Il est mis fin au détachement de [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade/GEF], [Echelon], à

compter du [...].

Article 2 : L'intéressé[e], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est réintégré[e] dans son administration d'origine : [Ministère d'origine].

Article 3 : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R.

421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement

compétente.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique

"Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de

l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction], [Prénom + NOM]